

Réponse du Parti PDR- Ihumure concernant l'éventualité d'un troisième mandat pour Paul Kagame.

Bruxelles le 09 mars 2015

Avec la reconquête de la souveraineté de nos Etats africains, principalement pendant les années 1960, de nombreux dirigeants politiques ont été préoccupés par le défi de la consolidation de leurs pouvoirs politiques dans le but de dépasser les termes des mandats fixés afin de se maintenir au pouvoir. Beaucoup d'entre eux ont réussi tandis que d'autres non. Dans les pires scénarios, certains ont perdu leur vie dans cette tentative. Voici plus d'un demi-siècle que cela existe, mais ce malaise africain continue de ternir non seulement notre destin, mais aussi notre imagination. Trois pays de la Région des Grands Lacs africains (Rwanda, Burundi et RDC) sont sur le point d'organiser des élections présidentielles, et pour le Rwanda, pays en pleine crise politique, le cas est encore plus théâtral que ses voisins où le débat a officiellement été ouvert pour se prononcer sur la modification de la constitution afin de permettre au président sortant de se représenter pour un troisième mandat ou rester président à vie. La question reste cependant de savoir si les citoyens se réapproprient ou non cette pratique. Les représentants du gouvernement et les copains du président Kagame diraient oui, mais cette réponse est loin d'être convaincante dans un pays où n'existe pas la liberté d'expression. Rappelons à ceux qui soutiennent cette manœuvre de garder Kagame et eux-mêmes dans les positions du gouvernement que cet acte reste antipatriotique et antidémocratique. Dans ses termes les plus forts, le Parti PDR-Ihumure s'oppose à cette tentative et la condamne.

Au cours des derniers mois, des individus et également des organisations ont fait écho de leurs points de vue et exprimé leurs opinions sur la question. Ceux qui sont en faveur de la poursuite de Kagame avancent des arguments tels que : il y a des pays dont les mandats présidentiels sont sans limitation dans la durée, Kagame est le seul capable de conduire le pays car nous sommes dans les moments difficiles, etc. Sur ce point bien précis, nous pensons particulièrement à l'article de Sabena Mutabazi paru dans "The New Times" le 19 Février, 2015. En tant que parti PDR-Ihumure, notre point de vue est que quiconque engage les Rwandais à cette discussion vise à les faire dérailler du droit chemin de la lutte pour le changement et l'introduction de la démocratie au Rwanda. Pourquoi devons-nous discuter du changement de notre constitution pour une personne afin qu'elle continue à gouverner? N'avons-nous pas d'autres questions et des projets d'une importance primordiale (comme la cohésion sociale, la paix, la pauvreté...) à

traiter? M. Mutabazi propose «une approche d'une taille de vêtement convenant à 2 clients au maximum "par opposition" à l'approche d'une taille de vêtement convenant à tous les clients dans un magasin donné" et plus étonnant, il compare un système de gouvernance d'un peuple au choix d'un chapeau dans un magasin de détail. Il est dommage qu'il choisisse une telle analogie inappropriée de présenter son idée en oubliant que l'affichage d'une marque de produit est une technique de marketing utilisée pour attirer les clients à acheter ce produit, ce qui ne les empêche pas d'essayer les produits avant de les acheter. Et encore une fois, dans ce cas, l'approche d'une taille convenant à tous les clients est possible mais cela dépend du tissu ou des matériaux avec lesquels le chapeau a été fait. Faire une telle comparaison est donc illogique car elle ne tient pas compte d'un fait important que, pour autant que plus de vingt ans, les Rwandais ont été contraints de porter une taille, une très petite taille qui ne correspond vraiment qu'à très peu d'entre eux. N'est-il peut-être pas temps de changer la taille? Ceci est la flexibilité que nous aimerions soutenir, car elle renforce les principes démocratiques et les valeurs des citoyens. Etre flexible dans un autre sens serait donc consolider l'oppression et la dictature

M. Mutabazi soutient son argument en forçant la comparaison avec les cas de la Grèce antique et de Rome, sans même préciser à quelle période antique il se réfère. L'histoire nous a enseigné que la Grèce antique se situait entre le 9ème siècle avant Jésus-Christ et le 3e siècle après Jésus-Christ et que la période antique romaine a pris fin au 14ème siècle après Jésus-Christ. Si ce sont ces moments auxquels il fait référence, cela signifie que nous pensons et agissons toujours comme si nous étions au 14ème siècle, voire plus loin en arrière. Pourquoi ne pas se référer aux pratiques en vigueur dans ces deux pays, c.à.d. la Grèce et l'Italie ? Quelle est la raison de nous ramener dans un passé historique lointain, une si longue période laissée déjà derrière nous? Nous devrions plutôt être progressistes et regarder loin devant nous !

M. Mutabazi fait valoir qu'un dirigeant pourrait en théorie être réélu pour les mêmes fonctions de façon répétitive aussi longtemps que sa popularité est au Zénith, sûrement qu'il fait une blague ici. De Janvier 1993 à Janvier 2001, la présidence de Bill Clinton a été marquée par la plus forte croissance économique et la prospérité jamais vues auparavant dans son pays. Le même phénomène s'est produit au Royaume-Uni au cours du mandat de Tony Blair. En ont-ils fait un prétexte pour prolonger indûment leur mandat dans le seul but de garder le

pouvoir? La question qui se pose alors à M. Mutabazi est la façon dont il mesure la popularité d'un homme dans un pays comme le Rwanda, où, comme il le sait (même s'il peut ne pas y croire), les gens ne sont pas libres de s'exprimer ou de critiquer le gouvernement, voire ses fonctionnaires? En Amérique, deux mandats pour un président sont constitutionnellement définis comme deux échéances consécutives de quatre ans chacune et ne peuvent être modifiées par quiconque en exercice. Deux termes aux Etats-Unis signifient huit ans alors que la Constitution rwandaise prévoit un mandat de sept ans, presque deux fois le mandat du président américain. Il y a maintenant 15 ans que Kagame est officiellement président, et assez étonnamment en 2017, il aura passé 17 années au pouvoir, plus les 6 années qu'il a été au pouvoir comme acteur invisible lorsque Bizimungu était un président figurant.

En outre, M. Mutabazi cite les pays comme le Canada, la France, le Royaume-Uni, la Suède, la Belgique et l'Italie comme exemples de pays sans limite dans la durée des mandats pour valider ses propos. Devons-nous nous comparer vraiment à ces nations avancées? Si la réponse est oui, est-ce leur seule meilleure recette à nous inspirer? Qu'en est-il de leurs façons d'accéder au pouvoir, la gouvernance démocratique, des élections libres et équitables, etc. L'argument de M. Mutabazi a même été plus biaisé lorsqu'il cite des informations trompeuses sur certains de ces pays; Tony Blair a remporté trois élections consécutives pour son parti, mais il a seulement servi deux échéances. Un devoir approprié aurait dû être fait avant de prendre la plume pour raconter des ragots. Ce que M. Mutabazi aurait pu garder à l'esprit une fois de plus, était de ne pas mélanger les royaumes et les systèmes de gouvernance républicaine. Dans un royaume, un monarque est considéré comme un symbole, en même temps le processus démocratique continue de bouger au travers des partis politiques qui font la compétition en utilisant des outils tels que définis dans leurs constitutions. En France, dans l'ensemble, les choses fonctionnent différemment car un président ne peut exercer plus deux mandats successifs totalisant 10 années si bien entendu il est réélu.

Si ces exemples sont considérés par Mutabazi comme convaincants, il aurait dû faire preuve de curiosité et chercher à savoir si ces dirigeants ont également modifié leurs constitutions pour rester au pouvoir comme cela semble être le cas au Rwanda. Il a clairement choisi des exemples inappropriés étant donné qu'il a omis de les étayer, d'une manière plus complète dans les similitudes entre le Rwanda et ces pays dans ce processus de succession au pouvoir. Ces

nations ont suivi leurs constitutions afin que leurs dirigeants continuent de gouverner de manière circonstancielle. Pourquoi ne pouvons-nous pas suivre notre propre constitution, si nous voulons nous comparer à eux? M. Mutabazi sait très bien comment Kagame est arrivé au pouvoir, et comment ses mandats ont été caractérisés par l'absence d'activités politiques des partis d'opposition (situation alarmante récemment confirmée par Russ Feingold), le manque de liberté d'expression (le Rwanda est classé 162e sur 180 pays en 2014 rapport de RSF), l'interférence dans le système de justice, les conflits avec les voisins, l'oppression, les meurtres et assassinats d'opposants, et maintenant il connaît une baisse de crédibilité. Sur quelle base devrions-nous continuer à être dirigés par une telle personne comme chef d'Etat?

Comme M. Mutabazi prend parfaitement acte, les échéances garantissent un plus large éventail de points de vue au sein du gouvernement et empêchent que le pouvoir politique soit concentré dans les mains d'une seule personne, et nous croyons vraiment que c'est la voie idéale qu'il nous convient d'adopter pour aller à bon port. Toutefois, la concentration des pouvoirs dans les mains d'une seule personne au Rwanda est un fait accompli étant donné des cas de nombreuses personnes emprisonnées ou qui perdent leur emploi pour s'être opposées à la modification de la Constitution. Notre attention ou objectif devrait être d'enseigner à nos enfants la primauté du droit, l'alternance politique paisible, les seules valeurs d'envoyer un message fort à propos de la renaissance africaine.

Le changement que nous recherchons est pour le bien de la démocratie et une meilleure réputation du continent. Au lieu de cela, selon M. Mutabazi, nous devrions évaluer nos lois. Pourquoi évaluer nos lois quand nous pouvons évaluer la façon dont elles sont soutenues par d'influents personnages au pouvoir et condamner toute personne qui tente d'utiliser une raison quelconque ou justification pour les modifier à ses avantages? Les réalisations du pays sont un effort collectif plutôt que l'emprise d'une seule personne. Et cela laisse beaucoup à croire que si un mandat présidentiel était quelque peu bon, il devrait y avoir au moins une personne initiée par le président sortant à être son successeur. Il n'existe pas de quantité de réalisations ou expériences qui puissent justifier le monopole d'une fonction publique par des individus, qui, dans le cas du Rwanda :

- détournent les fonds publics (deux jets de Kagame)
- paupérisent des zones rurales où la majorité des gens vivent
- promeuvent les activités de lavage de cerveau

- concentrent tous les pouvoirs dans leurs mains
- intimident et tuent les opposants politiques
- ne promeuvent pas la réconciliation
- manipulent des données de la croissance économique (tel que confirmé par Kagame lui-même présent à Gabiro le 1er Mars 2015).

De l'avis de M. Mutabazi, ne pas avoir Kagame en tant que président c'est faire dérailler les Rwandais hors du terrain d'être autonomes et véritablement indépendants. La grosse erreur est d'oublier qu'une chance a été donnée à Kagame pour prouver lui-même qu'il est capable de réconcilier le peuple rwandais, et respecter les droits humains. Il a échoué sur les deux considérations.

Par conséquent, Kagame est connu comme un dictateur qui peine à obtenir un soutien pour atteindre ses objectifs et les gens sont devenus impatients. Les juridictions Gacaca ont été décrites comme un énorme échec et une pratique qui a opposé les Rwandais plutôt que de les unir. Cependant, Mutabazi et de nombreux autres Rwandais dans le camp de Kagame continuent d'intoxiquer la communauté internationale en soutenant que les Rwandais sont « réconciliés ». Leurs jugements ont été assombris par le développement économique dont ils sont les seuls bénéficiaires.

Les événements historiques donnent toujours de bonnes circonstances d'apprentissage. M. Mutabazi termine son article par une autre comparaison de situations historiques mais erronées. Lorsque la Seconde Guerre mondiale a commencé, FD Roosevelt était au milieu de son second mandat en tant que président des Etats-Unis. Ses décisions, conseils et soutiens financiers pour les puissances alliées se sont avérés vitaux dans ces conditions-là. Alors que le monde était menacé par l'agression NAZI, Roosevelt comme le leader de la superpuissance avait accepté que son mandat soit prolongé. Dans le cas du Rwanda, nous n'avons pas de certitude qu'il y ait une transition que le pays serait en train de traverser comme mentionné par M. Mutabazi. Nous avons plutôt un président qui agresse les pays voisins, et qui consolide son emprise pour rester au pouvoir. Alors, comparer les pratiques de Kagame et lui-même à un homme d'Etat tel que FD Roosevelt n'est pas seulement un sarcasme mais aussi une parodie de la démocratie. Un événement plus rassurant de la politique des USA que M. Mutabazi ignore ou choisit de ne pas mentionner aurait été celui du président A. Lincoln qui a refusé un troisième mandat en dépit d'avoir été sollicité par le Congrès et le peuple des Etats-Unis pour continuer de gouverner le

pays. Son argument était que prendre un troisième mandat était anticonstitutionnel.

Néanmoins, nous sommes tous Rwandais, et nous aimons tous notre pays, mais faire semblant d'être plus patriote que les autres est une maladie et un signe d'égoïsme. Cependant, se souvenir que le patriotisme c'est supporter votre patrie tout le temps et votre gouvernement quand il le mérite (Mark Twain), devrait être un principe indiscutable. Le temps est venu de s'efforcer pour changer l'image du continent africain et de ses habitants, l'entêtement dans le statu quo conduit à nous faire connaître ou mieux, nous présenter comme personnes n'évoluant pas avec le temps.

Pour le PDR-Ihumure

Jean Baptiste Ngarambe

Premier Vice-Président et Porte-parole

Alpha1bihibindi@gmail.com